Libérez nos camarades !

Je reproduis les communiqués de presse des enseignants du lycée Guy de Maupassant de Colombes (92) appelant à la libération d'un de nos camarades, Yannick Lesné, détenu en garde à vue depuis hier soir (29/11/2015) pour avoir pacifiquement manifesté Place de la République, pour la justice climatique et la liberté d'expression. Lundi 30/11/2015 à 14h, nous ne savons toujours pas ce qui attend Yannick et les autres manifestants arrêtés. Je complète par un petit témoignage personnel sur cette journée.

COMMUNIQUE DE PRESSE DES ENSEIGNANTS DU LYCEE MAUPASSANT DE COLOMBES – 30/11 – 10h30

Notre collègue Yannick Lesne est actuellement retenu au commissariat pour sa participation pacifique à la manifestation de dimanche place de la République.

Les enseignants du lycée Guy de Maupassant de Colombes réunis en assemblée générale à 10h ont décidé d'arrêter majoritairement le travail afin de mener des actions pour lui apporter leur soutien. Ils souhaitent ainsi exprimer leur solidarité avec leur collègue Yannick Lesne et exigent sa libération immédiate et l'abandon de toutes poursuites judiciaires.

La place de notre collègue est devant nos élèves et pas au commissariat !

Les enseignants du lycée Guy de Maupassant de Colombes, soutenus par leurs organisations syndicales CGT éduc'action – SNES-FSU – SUD

COMMUNIQUE DE PRESSE DES ENSEIGNANTS DU LYCEE GUY DE MAUPASSANT DE COLOMBES : LIBERATION IMMEDIATE DE NOTRE COLLEGUE ! – 29/11/15 22h

Dimanche 29 novembre, l'un de nos collègues, Yannick Lesne a été interpellé par les forces de l'ordre, place de la République, et placé en garde à vue, en compagnie de nombreux autres militants syndicalistes qui manifestaient sans violence pour la sauvegarde de nos libertés, qu'ils estiment menacées par l'instauration d'un Etat d'urgence prolongé.

Ces militants, parmi lesquels notre camarade, luttent depuis longtemps pour l'avènement d'une société meilleure et c'est leur droit fondamental : le débat démocratique, les combats politiques, les luttes sociales, sont une part essentielle de l'histoire de notre pays et des valeurs qu'il incarne ; ces actions n'ont rien à voir avec les actions terroristes infâmes qui ont endeuillé Paris, ni avec les violences commises en marge des manifestations.

S'il revient aux autorités de l'Etat de prendre des mesures – pas uniquement sécuritaires – pour protéger les citoyens, il revient à ces derniers d'exercer un contrôle démocratique sur ces mesures et de continuer à défendre – en les exerçant- les libertés garanties par notre Constitution. Le droit de manifester est l'une d'entre elles et le simple fait d'être présent à une manifestation « interdite » ne peut être un délit au regard des Droits fondamentaux ! D'autant plus que dans le même temps, les manifestations commerciales, drainant autant de monde, ne sont pas interdites…

Notre collègue, qui n'a donc commis aucun délit, doit être immédiatement relâché. Sa place est auprès de ses élèves, pas au commissariat. Le maintien des droits et des libertés, nullement incompatible avec la sécurité, doit être garanti !

Les enseignants du lycée Guy de Maupassant

Mon témoignage

Hier j'ai participé à la chaîne humaine entre République et Nation pour affirmer l'urgence climatique à la veille de la grand messe de la COP 21 dont on peut douter qu'il en sortira quoi que ce soit ; les propositions d'engagements des différents pays transmises avant la COP – si elles étaient respectées – entraîneraient un réchauffement planétaire de 3 degrés… Lors de la dernière ère glaciaire, la température du globe n'était que de 5 degrés inférieure à la température actuelle… Bon mais je n'écris pas pour expliquer les raisons pour lesquelles j'étais à cette chaîne humaine…

Euh en fait si, un peu. J'étais dans une chaîne humaine sagement installée sur les trottoirs du boulevard Voltaire alors que j'aurais du participer à une vraie manifestation (comme il y en a eu des centaines aujourd'hui de par le monde) parce qu'on n'avait pas le droit de manifester parce que c'est l'état d'urgence… Si seulement j'avais prévu d'aller au marché de Noël, mes plans n'auraient pas été perturbés ! J'aurais alors pu consommer en toute tranquillité bien à l'abri des terroristes. Bah oui, j'imagine que si les marchés de Noël sont maintenus c'est que ça ne craint rien, non ?…

Bref, tout ça pour dire qu'après notre chaîne humaine mignonne tout plein en se tenant par la main (pendant que la planète est juste en train de vivre la sixième extinction massive d'espèces vivantes), on n'a pas eu envie de rentrer déjeuner chez nous.

On est donc allés Place de la République. Là-bas, il y avait des manifestants avec des fleurs dans les cheveux, des manifestants déguisés en pigeons, des manifestants en clowns, des manifestants avec des pancartes, des manifestants qui fumaient des clopes, des enfants, des bébés, des touristes qui n'avaient pas capté que la place était cernée par les CRS, un mec qui vendait du thé à la menthe, des manifestants qui restaient loin des flics et des manifestants qui s'approchaient des cordons de flics, des drapeaux de diverses organisations, des vieux, des jeunes, des RG, tout ça tout ça… Bref, un rassemblement habituel sauf qu'il n'était pas autorisé vu que ce n'était pas un marché de Noël.

Et donc au moment où on allait commander notre thé à la menthe, gros nuages de fumée sur la place : On s'est fait gazer et les flics chargeaient. Je sais que je ne fais pas le poids et puis je suis une flipette et puis je suis non violente donc je me suis dit qu'il fallait que je sorte de là. Mais les cordons de CRS nous empêchaient de sortir. Puis ils se sont repositionnés alors on a pu passer derrière eux. Et puis ça a bien pété Place de la République, pendant au moins une heure. Quand les choses se sont calmées, on est revenus sur la place pour assister impuissants aux interpellations de militants qui n'étaient ni masqués ni cagoulés (contrairement à ce que disent tous les médias en chœur). Parmi eux, il y avait notre camarade Yannick, de SUD Education 92, que nous avons aperçu dans un des bus et à qui nous n'avons pu qu'adresser un bien triste poing levé, maintenus à distance par un cordon de flics.

L'État instrumentalise de manière immonde les attentats du 13 novembre pour piétiner la liberté d'expression (des militants écolo assignés à résidence !!!!), la police réprime sagement et les médias mentent… Et bien pour moi qui croyais encore au Père Noël, c'est un sacré choc !

Liberté !